

ANNEXE RELATIVE À LA DÉMATÉRIALISATION DU MARCHÉ

Modalités pratiques de transmission des offres au format électronique sur la plateforme de dématérialisation PLACE

I – Généralités :

Depuis le 1er octobre 2018, les candidats doivent obligatoirement et exclusivement transmettre leurs candidatures et leurs offres par voie électronique en utilisant la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>). L'ensemble des échanges électroniques intervenant en cours de procédure seront également dématérialisés avec PLACE.

Dans le cadre de la présente consultation, VNF impose la transmission des candidatures et des offres par voie électronique, sur la base des articles R2132-7 et suivants du code de la commande publique. Néanmoins, la signature électronique des pièces visées par le présent dossier de consultation des entreprises (notamment le marché simplifié) n'est pas imposée.

Les candidats transmettent leur offre obligatoirement par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation PLACE soit :

- Sans signature électronique (*art II 1, 2 et 4 de la présente annexe*)
- Avec certificat de signature électronique (*art II 2 à 4 de la présente annexe*)

Les candidats transmettront leurs offres électroniques impérativement avant la date et l'heure limites figurant sur le formulaire marché simplifié et dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

II - Transmission d'offre électronique

1. Formalisme de l'offre électronique

Les opérateurs économiques doivent insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents, demandés au marché simplifié.

Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

- Format Word (".doc") (version Word 97 et postérieures) ;
- Format Acrobat (".pdf") (version Acrobat 5 et postérieures) ;
- Format Excel (".xls") (version Excel 97 et postérieures) ;

Ces fichiers seront nommés "nom_fichier.ext" où :

- "nom_fichier" correspond au nom du document
- ".ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme

Après création du pli, les candidats se connectent sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr> , et doivent la déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

2. Transmission du pli par voie électronique sur PLACE

Pour transmettre leurs offres par voie électronique, via la plateforme des marchés de Voies navigables de France, les opérateurs économiques devront s'inscrire sur la plate-forme de gestion des marchés publics de VNF accessible à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Ils peuvent remettre leur offre électronique :

- **Soit sans signature. La signature électronique des documents n'est pas exigée. Après attribution, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.**

Signature du marché simplifié : les candidats sont invités à signer le marché simplifié remis dans leur offre, cependant la signature du document au stade de la remise de l'offre est facultative. Une signature scannée, l'absence de signature électronique ou de signature manuscrite scannée du marché simplifié ou l'absence de fourniture des pouvoirs et/ou délégations de signature, ne rendent donc pas l'offre du candidat irrégulière. Le cas échéant, il sera demandé à l'attributaire au stade de l'attribution de signer le marché simplifié avec une signature électronique ou une signature manuscrite originale, et de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager. Le ou les signataires du marché simplifié doivent être habilités à engager le candidat attributaire.

- **Soit avec certificat de signature électronique** à la condition d'être titulaire d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du soumissionnaire, (s'ils souhaitent signer leur offre dès la transmission initiale).

3. Exigences en cas de signature électronique de l'offre

Si le candidat transmet son offre avec signature électronique du marché simplifié (non obligatoire), il doit en outre être titulaire d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du soumissionnaire.

Par application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature 1 conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- www.references.modernisation.gouv.fr
- http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1er cas : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

2ème cas : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

Niveau de sécurité du certificat de signature et format de signature électronique

Le niveau de sécurité du certificat requis sur le profil acheteur est le niveau ** du RGS.

4. Précisions complémentaires concernant le dépôt des offres dématérialisées

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cédérom, DVD Rom, clé USB) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : "copie de sauvegarde", n° du marché, intitulé du marché et nom ou dénomination du candidat » et transmise à l'adresse suivante :

VNF - Direction Territoriale Nord Pas de Calais
Cellule commande publique
37 rue du Plat
59034 Lille Cedex
[Objet du marché]
Nom du candidat
« COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés. Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature électronique est facultative.

Cette enveloppe contiendra les pièces administratives et les pièces relatives à l'offre exigées par le représentant du pouvoir adjudicateur et devra être transmise impérativement avant la date et l'heure limites.